

communauté internationale. Ce n'est pas à un Etat partie à un instrument juridique de décider de son applicabilité, qui doit ressortir des dispositions de cet instrument lui-même. Or les dispositions de la quatrième Convention de Genève établissent sans doute possible son applicabilité aux territoires occupés.

56. Le représentant de l'Egypte s'est volontairement limité à ces quelques arguments, souhaitant simplement éviter que la réponse d'Israël ne puisse recevoir une interprétation erronée. La délégation égyptienne aurait, il va sans dire, beaucoup à ajouter en ce qui concerne le rapport entre la non-application par Israël des dispositions de la Convention et la situation qui règne dans les territoires occupés.

57. M. SIBAHI (République arabe syrienne) déclare que le droit qu'ont les citoyens syriens, qu'ils soient juifs ou non, d'entrer librement en République arabe syrienne ou d'en sortir ne regarde pas le représentant d'Israël et n'a rien à voir avec la question à l'examen. Le représentant d'Israël sait fort bien que son pays est en guerre avec la République arabe syrienne, ce qui crée une situation particulière entraînant certaines mesures de restriction indispensables à la protection du territoire national et de la population.

58. M. DORON (Israël) tient à faire remarquer, à la suite du long exposé du représentant de l'Egypte, que le CICR, dans son rapport annuel pour 1974, a également indiqué qu'Israël lui avait offert sa collaboration et son aide et s'était, dans une large mesure, conformé aux recommandations de ce comité. M. Doron précise qu'il a déjà cité ces passages du rapport à la fin de la déclaration qu'il a faite devant la Commission à la 985^e séance.

Organisation des travaux de la Commission

59. Le PRESIDENT, constatant que la Commission a achevé la discussion sur les points 51 et 52 de l'ordre du jour, propose de reporter à l'après-midi du vendredi 5 décembre 1975 la prochaine séance de la Commission, afin de permettre à certains de ses membres de consulter leurs gouvernements pour être en mesure de voter sur les projets de résolution dont la Commission est saisie.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 5.

991^e séance

Vendredi 5 décembre 1975, à 15 h 10.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.991

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Etude d'ensemble de toute la question des opérations du maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations du maintien de la paix (fin)
[A/10366, A/SPC/L.339]

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (fin) [A/SPC/L.339]

1. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objections il suspendra brièvement la séance afin que les membres de la Commission qui le désirent puissent s'inscrire sur la liste des orateurs pour expliquer leur vote avant ou après le vote sur le projet de résolution A/SPC/L.339. Il fait savoir, par ailleurs, que la délégation du Kenya s'est portée coauteur de ce projet.

La séance est suspendue à 15 h 12; elle est reprise à 15 h 14.

2. Le PRESIDENT, rappelant que l'année passée un projet de résolution très semblable à celui dont la Commission est présentement saisie a été adopté par consensus, dit que, en l'absence d'objections, il considérera que la Commission entend adopter le projet de résolution A/SPC/L.339 par consensus.

Le projet de résolution est adopté par consensus.

3. M. AMISSAH (Ghana) dit que sa délégation ne pense pas que le mandat du Comité spécial des opérations de maintien de la paix doive être automatiquement prorogé et que, si le Ghana a approuvé en cette occasion la décision de proroger ledit mandat, c'est qu'il souhaite voir l'Assemblée générale adopter des principes directeurs clairs et pratiques, qui permettent à l'Organisation des Nations Unies de jouer avec autorité et efficacité le rôle qui lui revient dans le domaine du maintien de la paix.

4. Selon le Ghana, l'incapacité dans laquelle se trouve le Comité spécial de s'acquitter de son mandat pourrait être attribuée au fait que certaines grandes puissances n'ont pas la volonté politique nécessaire pour définir clairement le rôle de l'Assemblée générale en ce qui concerne le maintien de la paix, ni pour assumer la responsabilité qui leur incombe, conformément à la Charte des Nations Unies, en tant que membres du Conseil de sécurité. Le rapport du Comité spécial (A/10366) confirme le Ghana dans cette conviction.

5. Après avoir indiqué qu'il approuve sans réserve ce qu'a dit le représentant du Royaume-Uni à la 984^e séance des divergences de vues importantes qui existent entre certains membres du Groupe de travail du Comité spécial, M. Amissah précise qu'en appuyant la prolongation du mandat du Comité spécial, la délégation ghanéenne fait siennes les conclusions qui figurent au paragraphe 7 du rapport de ce comité, selon lesquelles le Groupe de travail

doit également prêter attention à l'examen de questions concrètes relatives à la réalisation pratique des opérations de maintien de la paix. D'autre part, M. Amissah est d'accord avec les vues exprimées par le Canada et par les pays nordiques aux 984^e et 983^e séances respectivement selon lesquelles il faut accorder une plus grande importance à l'élaboration d'un programme de formation aux fins des opérations de maintien de la paix qui ait pour but d'unifier et de coordonner les divers programmes nationaux.

6. Il ajoute qu'à une époque où la tension augmente dans les zones où existent déjà des conflits, il est plus nécessaire que jamais de reconsidérer le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans les opérations de maintien de la paix et, en particulier, comme l'a dit le représentant de la Nouvelle-Zélande à la 983^e séance, le rôle qui lui revient légitimement. Il approuve également ce que le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit du rôle que l'Assemblée générale devrait jouer dans le lancement et le contrôle des opérations de maintien de la paix.

7. Le représentant du Ghana adresse un appel à tous les Etats Membres, et en particulier aux grandes puissances, pour qu'ils n'introduisent pas dans les travaux du Comité spécial des éléments étrangers qui ne sont que le reflet de profondes divergences politiques et idéologiques. Il souligne la nécessité pour tous les Etats Membres, et en particulier pour les membres permanents du Conseil de sécurité, de participer à tout ce qui concerne les opérations de maintien de la paix afin d'obtenir des résultats réellement positifs, et il lance un appel pour que la Chine soit invitée à participer aux travaux du Comité spécial.

8. M. HOUNGAVU (Bénin), après avoir rappelé que sa délégation avait exprimé ses vues sur la question à la 983^e séance, au cours de la discussion générale, dit que s'il s'est associé au consensus sur le projet de résolution A/SPC/L.339, ce n'est pas sans quelques réserves, étant donné que la Commission n'a pu examiner de manière approfondie les problèmes soulevés par de nombreuses délégations. Le mandat du Comité spécial a été renouvelé sans que la question ait été examinée avec toute l'attention qu'elle mérite. D'autre part, le représentant du Bénin ne pense pas que le projet de résolution qui vient d'être adopté contribue à faire progresser les travaux du Comité spécial et il se déclare très sceptique quant à la possibilité pour le Comité spécial de s'acquitter réellement de son mandat.

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (fin) [A/10074, A/10128, A/10163-S/11780, A/10164-S/11784, A/10174-S/11797, A/10178-S/11799, A/10204-S/11809, A/10272, A/10286, A/10370, A/SPC/L.340 à 345 et A/SPC/L.345/Corr.1]

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (fin) [A/SPC/L.340 A 345 ET A/SPC/L.345/CORR.1]

9. Le PRESIDENT dit que les notes du Secrétaire général (A/SPC/L.334 et A/SPC/L.345 et Corr.1), présentées conformément à l'article 153 du règlement intérieur, contiennent

un état des incidences administratives et financières des projets de résolution A/SPC/L.342 et A/SPC/L.340 respectivement. Après avoir annoncé que la délégation indienne s'est portée coauteur des projets de résolution A/SPC/L.340, A/SPC/L.341 et A/SPC/L.342 et que l'Afghanistan désire figurer au nombre des auteurs de ces trois projets et du projet de résolution A/SPC/L.343, le Président dit qu'en l'absence d'objections il suspendra la séance pour que les représentants qui le désirent puissent s'inscrire sur la liste des orateurs afin d'expliquer leur vote.

La séance est suspendue à 15 h 20; elle est reprise à 15 h 24.

10. Le PRESIDENT invite la Commission à procéder au vote sur les quatre projets de résolution dont elle est saisie et il demande que toutes les explications de vote soient données après le vote.

Sur la demande du représentant du Koweït, il est procédé au vote par appel nominal sur le projet de résolution A/SPC/L.340.

L'appel commence par l'Ethiopie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Ethiopie, Finlande, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Maroc, Mozambique, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chine, Comores, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique et Egypte.

Votent contre : Israël, Nicaragua, Etats-Unis d'Amérique et Costa Rica.

S'abstiennent : France, Allemagne (République fédérale d'), Islande, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Venezuela, Australie, Autriche, Belgique, Burundi, Canada, Colombie et Danemark.

Par 81 voix contre 4, avec 20 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Sur la demande du représentant du Koweït, il est procédé au vote par appel nominal sur le projet de résolution A/SPC/L.341.

L'appel commence par la Belgique, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Belgique, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchad, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Danemark, Egypte, Ethiopie, Finlande, France, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Ghana, Grèce, Guyane, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn et Bangladesh.

Votent contre : Israël.

S'abstiennent : Haïti, Malawi et Nicaragua.

Par 106 voix contre une, avec 3 abstentions, le projet de résolution est adopté.

A la demande du représentant du Koweït, il est procédé au vote par appel nominal sur le projet de résolution A/SPC/L.342.

L'appel commence par les Emirats arabes unis, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chine, Comores, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Egypte, Ethiopie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Votent contre : Israël, Nicaragua.

S'abstiennent : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, Finlande, France, Allemagne (Répu-

blique fédérale d'), Haïti, Islande, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Malawi, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède.

Par 84 voix contre 2, avec 24 abstentions, le projet de résolution est adopté.

A la demande du représentant du Koweït, il est procédé au vote par appel nominal sur le projet de résolution A/SPC/L.343.

L'appel commence par les Emirats arabes unis, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chine, Comores, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Egypte, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Espagne, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, Costa Rica, Israël, Nicaragua.

S'abstiennent : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Venezuela, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Birmanie, Canada, Colombie, Danemark, Finlande, France, Allemagne (République fédérale d'), Haïti, Islande, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Malawi, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Souaziland, Suède.

Par 78 voix contre 4, avec 26 abstentions, le projet de résolution est adopté.

11. M. ESCOBAR (Colombie) explique que sa délégation considère qu'Israël doit se retirer des territoires qu'elle occupe depuis 1967 et que le peuple palestinien a sans nul doute le droit de récupérer ces territoires. Il serait bon que cela se fasse dans le cadre d'une solution globale au problème du Moyen-Orient, solution qui assurerait à Israël l'intégrité territoriale et établirait une paix juste et durable dans la région.

12. La Colombie s'est abstenue lors des votes des projets de résolution A/SPC/L.340, A/SPC/L.342 et A/SPC/L.343 parce qu'elle considère qu'il n'y a pas suffisamment de preuves pour étayer les allégations et les accusations invoquées contre Israël, étant donné que le rapport du Comité spécial sur lequel on se fonde présente des lacunes et est peu satisfaisant.

13. M. TELLMANN (Norvège) déclare que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution

A/SPC/L.342, conformément à la position qu'elle a toujours adoptée lorsqu'il s'est agi de résolutions fondées sur les rapports du Comité spécial car elle estime en effet que la composition de celui-ci est trop limitée, aucun des pays qui ont des relations diplomatiques avec Israël n'y étant représenté.

14. M. MUHONEN (Finlande) explique que sa délégation a voté pour les projets de résolution A/SPC/L.340 et A/SPC/L.341, mais a certaines réserves à formuler quant à la forme. Il est extrêmement regrettable que le Comité spécial n'ait pu être établi de façon à pouvoir s'acquitter de son mandat dans de meilleures conditions; il est non moins regrettable qu'Israël n'ait pas permis au Comité spécial de pénétrer dans les territoires occupés.

15. Bien que la délégation finlandaise ait de sérieuses réserves à formuler au sujet du paragraphe 5 du projet de résolution A/SPC/L.340, elle a voté pour ce projet parce que les conditions de vie de la population des territoires occupés la préoccupent profondément. Elle ne peut accepter les mesures prises pour modifier le caractère physique, la composition démographique, l'organisation institutionnelle ou le statut des territoires occupés mentionnées au paragraphe 7, et elle a voulu insister sur la nécessité de respecter les droits de l'homme dans ces territoires.

16. La délégation finlandaise reconnaît également qu'il est indispensable d'avoir un tableau fidèle et complet de la situation dans ces territoires et elle souligne une fois de plus qu'il est important de trouver au problème du Moyen-Orient une solution politique juste et durable qui tienne compte des droits légitimes des Palestiniens.

17. M. SCARANTINO (Italie), parlant au nom des délégations des neuf Etats membres de la Communauté économique européenne (CEE), déclare que celles-ci ont voté pour le projet de résolution A/SPC/L.341 parce qu'à leur avis la quatrième Convention de Genève de 1949¹ s'applique aux territoires arabes occupés par Israël depuis 1967 et, par conséquent, la Commission a le droit d'exiger qu'Israël la respecte et l'applique.

18. Les délégations des Etats Membres de la CEE croient comprendre que les mentions de Jérusalem aux paragraphes 1, 3 et 4 dudit projet de résolution s'appliquent uniquement à la situation résultant du conflit de 1967. Les abstentions lors du vote sur les projets de résolution A/SPC/L.340 et A/SPC/L.342 s'expliquent en grande partie en raison des réserves, dont il a déjà été question, que suscite dans les pays de la CEE le rapport du Comité spécial. Leurs délégations se sont également abstenues lors du vote sur le projet de résolution A/SPC/L.343 car il ne leur paraît pas logique d'émettre un jugement sur la situation de la mosquée Al-Ibrahim à Hébron tout en demandant que l'on enquête sur cette situation.

19. M. SHERER (Etats-Unis d'Amérique) explique que sa délégation a voté contre le projet de résolution A/SPC/L.340 parce qu'elle ne considère pas que la preuve soit suffisamment faite des graves allégations que contient ce

projet et parce qu'il s'agit d'une situation complexe, dont les nombreux aspects ne sont pas traités de façon équilibrée dans le projet de résolution. Néanmoins, en ce qui concerne la question de la quatrième Convention de Genève, les Etats-Unis soutiennent depuis longtemps qu'elle s'applique aux territoires occupés et par conséquent la délégation américaine a voté en faveur du projet de résolution A/SPC/L.341.

20. La délégation américaine considère que la destruction de villes en temps de guerre est une question extrêmement grave et que toute accusation concernant un acte de cette nature doit donner lieu à une enquête. Toutefois, la délégation américaine a été obligée de s'abstenir lors du vote l'année dernière sur la résolution 3240 C (XXIX) parce qu'elle avait des objections à formuler au sujet de certains aspects du mandat relatif à l'enquête sur la destruction de Kouneitra et elle s'est abstenue lors du vote cette année sur le projet A/SPC/L.342 pour la même raison.

21. Le projet de résolution A/SPC/L.343 aborde une fois de plus un problème humain complexe d'un point de vue unique. Dans ce projet de résolution, non seulement les besoins des personnes de deux croyances différentes ne sont pas pris en ligne de compte, mais encore la question est préjugée dans le préambule et la délégation des Etats-Unis s'est vue obligée de voter contre le projet.

22. M. DINKELSPIEL (Suède) explique que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution A/SPC/L.341, étant entendu que les paragraphes 1, 3 et 4 se réfèrent, tout comme le paragraphe 2, uniquement aux territoires occupés en 1967.

23. M. HAMMAD (Emirats arabes unis) déclare que, pour les raisons que connaissent les membres de la Commission, sa délégation a voté en faveur des quatre projets de résolution qui viennent d'être adoptés. Il convient de remarquer que quatre délégations seulement ont voté contre le premier projet de résolution, une contre le deuxième, deux contre le troisième et quatre contre le quatrième.

24. La délégation des Emirats arabes unis estime que le projet de résolution A/SPC/L.341 est la base des trois autres projets de résolution, étant donné que la position adoptée par une délégation vis-à-vis de l'applicabilité de la quatrième Convention de Genève en ce qui concerne les territoires occupés l'oblige à prendre position à l'égard des trois autres projets. La délégation des Emirats arabes unis a relevé dans une déclaration antérieure (988^e séance) les bases législatives et juridiques de l'applicabilité de ladite Convention.

25. M. DORON (Israël), soulevant une question d'ordre, dit que d'après le règlement intérieur le représentant des Emirats arabes unis doit se borner à expliquer son vote.

26. Le PRESIDENT prie le représentant des Emirats arabes unis de se conformer au règlement intérieur.

27. M. HAMMAD (Emirats arabes unis) dit que le représentant d'Israël se méprend; il a simplement expliqué les raisons pour lesquelles il a voté en faveur des projets de résolution. Le représentant d'Israël montre seulement qu'il

¹ Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973, p. 287).

n'a pas la conscience tranquille après avoir vu que la Commission s'était prononcée contre lui.

28. M. DORON (Israël), soulevant une question d'ordre, déclare que le représentant des Emirats arabes unis doit s'en tenir à la décision que le Président a prise à l'égard de la question d'ordre précédente.

29. Le PRÉSIDENT fait observer qu'il n'a pas pris de décision, mais qu'il a relevé que, au sens strict du règlement, le représentant d'Israël avait raison, étant donné que l'explication d'un vote doit être uniquement ce que ces mots impliquent, mais le Président ne préjuge pas la relation qui peut exister entre la déclaration du représentant des Emirats arabes unis et la raison pour laquelle ce même représentant a voté comme il l'a fait.

30. M. HAMMAD (Emirats arabes unis) déclare de nouveau que le résultat du vote montre que les arguments présentés par sa délégation au sujet de l'applicabilité de la quatrième Convention de Genève sont corrects.

31. M. HAGRAS (Oman) tient à faire savoir que si sa délégation avait été présente lors du vote, elle aurait voté pour chacun des quatre projets de résolution.

Achèvement des travaux de la Commission

32. Le PRÉSIDENT déclare qu'il est sensible à l'honneur qui lui a été fait de présider les travaux de la Commission politique spéciale et il remercie tous les membres de leur coopération. A son avis, la tâche de la Commission a été difficile, étant donné qu'elle a été créée précisément pour s'occuper de questions d'importance vitale mais de caractère passager, ce qui rend particulièrement ardu l'examen des questions dont elle est saisie. Pour cette raison, il remercie particulièrement les délégations directement intéressées aux questions examinées par la Commission.

33. Le Président pense qu'il est juste de signaler que lors de la session actuelle, la Commission a fait preuve d'efficacité bien au-delà de ce que l'on pouvait attendre d'elle, a étudié en détail les points de l'ordre du jour qui lui ont été soumis et a obtenu des résultats satisfaisants.

34. Le Président remercie enfin les vice-présidents et le rapporteur, ainsi que le secrétaire de la Commission et tout le personnel du Secrétariat, qui ont permis à la Commission de mener à bien ses travaux.

Après un échange de félicitations et de remerciements, le Président déclare que la Commission a achevé ses travaux pour la trentième session.

La séance est levée à 16 h 45.